

Alter Égaux^{n°40}

SOLIDARITÉ
SOCIALISTE

*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrément P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



Opération 11.11.11

Travail décent :
enfonçons le clou !

L'OPÉRATION 11.11.11, UN DOUBLE OBJECTIF !

Solidarité Socialiste et le CEPAG ont inscrit deux programmes à l'Opération 11.11.11 qui se déroulera cette année du 5 au 15 novembre : "Droit à la santé" qui appuie seize partenaires dans cinq pays, et "Droit à un travail décent" qui implique vingt-cinq partenaires dans huit pays. Ils s'inscrivent tous deux dans le cadre de notre programme 2008-2010 ayant pour objectif le renforcement d'acteurs sociaux du Sud et du Nord engagés dans des réseaux pour la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux.

"Droit à la santé" soutient à ce jour quelque 120 organisations de base et vise à améliorer les conditions sanitaires de plus de 37.000 personnes. "Droit à un travail décent" appuie, quant à lui, 249 associations et permet de rendre meilleures les conditions de vie de 112.000 hommes, femmes et enfants dans les pays où se déroule l'action.

Les sommes récoltées à l'occasion de l'Opération 11.11.11 au profit de ces programmes sont utilisées comme fonds propres, indispensables pour activer le cofinancement de nos actions par la coopération belge.

Le principe du cofinancement est le suivant : pour 1 euro engagé dans un programme de développement, Solidarité Socialiste et le CEPAG doivent contribuer à hauteur de 20% en fonds propres, soit 20 eurocents. La coopération belge apportant les 80% restants. Pour donner un exemple, sur un programme d'un million d'euros, ce sont donc 200.000 euros que nos ONG doivent avancer pour bénéficier des 800.000 euros cofinancés. L'Opération 11.11.11 nous permettant de recevoir entre 90.000 et 110.000 euros chaque année, c'est dire l'importance que revêt pour nous et surtout pour les bénéficiaires de nos programmes de développement ce moment de récolte de fonds.

Mais l'Opération 11.11.11 n'est pas qu'une campagne de récolte de fonds. C'est aussi un grand moment de mobilisation et de sensibilisation active du public belge à des enjeux liés au développement et aux relations internationales.

C'est ainsi qu'en 2006 et 2007 l'accent était mis sur la souveraineté alimentaire. Depuis l'année dernière c'est la thématique du travail décent qui est mise en avant.

Le travail décent, nous l'avons déjà abordé en long et en large dans notre bimestriel *Alter Ego*, dans le cadre de cinq dossiers thématiques que vous pouvez, de même que des dossiers sur les Objectifs du

Millénaire pour le Développement, retrouver sur notre site Internet (www.solsoc.be).

Il me faut cependant encore et encore insister sur l'importance fondamentale de cette question dans nos sociétés où le travail demeure toujours pour l'immense majorité de la population le moyen privilégié - voir l'unique possibilité - d'autonomisation et de développement personnel, et à partir de là de participation à la vie sociale et à la chose publique. D'autant plus qu'en ces temps de "crise financière et économique", le saccage du monde du travail bat son plein. Les pertes d'emplois dans le monde se chiffrent déjà en dizaines de millions, et les conditions de travail d'une fraction de plus en plus importante des travailleurs (et plus encore des travailleuses) au Nord, mais aussi et bien davantage au Sud, sont chaque jour plus difficiles et précaires.

Il faut donc "enfoncer le clou", lutter avec tous les moyens qui sont légalement à notre disposition pour défendre les travailleurs et le monde du travail. Ce qui est en jeu, c'est la cohésion sociale et la question du sens même de nos sociétés.

Il est indispensable de mettre en place des mécanismes de régulation qui contraignent les acteurs privés à respecter les droits des travailleurs.

Cela passe par l'implication et la responsabilisation des travailleurs-consommateurs que nous sommes, afin que nous nous informions sur les conditions sociales de la fabrication des produits que nous achetons, et de la prestation des services que nous utilisons.

Cela suppose aussi l'interpellation de nos représentants politiques à tous les niveaux de décision. Ce sont eux qui, sous notre pression et sous notre regard vigilant, doivent impérativement produire, ou faire respecter lorsqu'elles existent déjà, les mesures législatives qui permettraient d'assurer la protection des travailleurs et la promotion du travail décent partout sur la planète.

Nous comptons sur votre soutien et votre aide pour remplir cet objectif important de récolte de fonds et de mobilisation.



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

OPÉRATION 11.11.11 2009 : IL EST TEMPS D'ENFONCER LE CLOU !

Après une première approche du travail décent avec son slogan "Les travailleurs ne sont pas des outils" et son visuel très choc de boîte à outils "humaine", le CNCD et ses associations membres, dont Solidarité Socialiste et le CEPAG, remettent le couvert et amplifient leur campagne avec un nouveau leitmotiv, "Il est temps d'enfoncer le clou". En effet, le travail décent est une réponse adéquate et durable à la crise financière et économique qui frappe la planète de plein fouet.

Alors que des millions de travailleurs pauvres, les "working poors", paient directement la crise via le chômage économique, l'endettement ou encore l'expulsion de logements, les dirigeants des grands groupes financiers et des entreprises transnationales se voient octroyer "bonus" et autres "parachutes dorés". A la maximisation des profits répond ainsi l'explosion des inégalités. C'est tout un système de course aux profits sans limite qui s'étale effrontément sous nos yeux. Une crise systémique et mondiale. La crise des pays industrialisés débouche sur une grave crise économique et sociale dans les pays en développement, pourtant déjà frappés depuis des mois par la crise alimentaire.

Mondialiser le travail décent

Il faut donc sortir de cette crise. Or, pour en sortir durablement, les gouvernements ne peuvent se limiter à éteindre l'incendie financier à court terme en socialisant les pertes des banques et des entreprises. Il faut en fait définir un nouveau système de régulation internationale et promouvoir un modèle de développement fondé sur la mondialisation du travail décent. En effet, le travail décent s'appuie sur un quatuor indissociable : garantir un emploi librement choisi, suffisamment rémunéré, accompagné des droits syndicaux et doté d'une protection sociale. Il représente donc une sorte de "plancher universel" pour fixer des limites à la course à la compétitivité mondialisée. Ce sont là les conditions de base à garantir à tout citoyen du monde pour éviter que les travailleurs ne prennent la forme d'outils au service de la sphère privée, qu'elle soit économique ou financière.

Il est temps d'enfoncer le clou

Ce nouveau système, dont une des pierres angulaires est la mondialisation du travail décent, doit avoir à coeur de réguler les acteurs privés que sont les



entreprises transnationales et les opérateurs financiers afin que leurs activités permettent un développement durable, humain et solidaire. Et cela passe par de la régulation à tous les étages. Du local au global, en passant par le régional.

Il faut réguler les acteurs privés

Réguler les acteurs privés, c'est accepter de subordonner les politiques commerciales et d'investissement au respect des normes fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, et rendre contraignant le respect de ces normes par les entreprises transnationales et leurs filiales.

Réguler les acteurs privés, c'est réguler le système financier international afin d'impulser des politiques créatrices d'emplois décents.

Réguler les acteurs privés passe par des instruments et mécanismes légaux que les gouvernements nationaux, régionaux et internationaux doivent imaginer, écrire, adopter et implémenter.

A nous de les faire réfléchir. A nous de commencer par la Belgique et l'Europe. Et comme cela prendra du temps, il va falloir taper plusieurs fois pour enfoncer le clou !

Commençons tout de suite.

PROGRAMME DROIT À LA SANTÉ

SEIZE PARTENAIRES DANS CINQ PAYS

Ce programme implique 153 organisations communautaires ou socioprofessionnelles de mutuelles de santé, appuyées par seize partenaires dans cinq pays. Ces organisations communautaires sont organisées en réseaux. En perfectionnant leurs structures et en se renforçant, elles sont plus à même d'améliorer l'accès à la santé de leurs communautés et d'influencer les politiques de sécurité sociale et de santé publique en faveur des populations démunies, dans les régions et pays où elles déploient leurs activités.

La santé n'est pas un bien ordinaire. Ce n'est pas une simple marchandise devant être soumise aux seules lois du marché. Elle correspond à un besoin vital des femmes et des hommes partout dans le monde, et est un facteur fondamental de toute politique cohérente et soutenable de développement.

C'est pour cela que Solidarité Socialiste, avec l'appui de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, mène en partenariat avec seize partenaires un programme "droit à la santé" dans cinq pays. Le précédent programme comprenait un volet de mise en place de mutuelles de santé au Burkina Faso et au Sénégal. Cette action a été renforcée dans ces deux pays, et s'est étendue à trois autres : le Burundi, le Cap Vert et la RD Congo. Ce programme, qui implique 153 organisations communautaires, se fonde sur un mécanisme de contribution solidaire et de partage des risques, géré par les communautés elles-mêmes.

Il s'agit d'atteindre une masse critique d'adhérents, d'augmenter la capacité de contribution des membres, de renforcer les capacités des mutuellistes à gérer des dispositifs complexes, à se concerter et à se coordonner avec d'autres mutuellistes, des agents de la santé, des autorités et services publics, des partenaires techniques et financiers, sur le plan local, national et régional pour une meilleure définition des stratégies en matière d'accès aux soins de santé. La qualité de l'offre en matière de soins doit s'améliorer. Cette offre doit être renforcée et diversifiée pour obtenir un plus fort taux d'utilisation des services de santé par les popula-

tions. Il s'agit donc de développer le rôle des mutuelles de santé dans la définition des politiques de santé et de sécurité sociale, et dans leurs capacités de négociation avec les pouvoirs publics.

Une approche globale de la santé est nécessaire, et l'action repose fondamentalement sur un travail d'éducation populaire, de formation et de renforcement des capacités des organisations et de leurs membres.

Burundi : une mutuelle naît !



Au Burundi, l'Assemblée Générale constitutive d'une mutuelle s'organise dès que 200 cotisations sont payées. C'est au cours de cette AG que les caractéristiques spécifiques à la mutuelle qui figureront dans les statuts sont votées : conditions d'adhésion et d'exclusion, nombres de bénéficiaires par carnet, fonctionnement des organes de la mutuelle, mécanismes de représentation, règlement intérieur, ... L'AG constitutive de la mutuelle de Mugina (photo) a mobilisé les 180 membres présents près de 8 h d'affilée sans pause ni repas ! Cette participation massive des «tout jeunes membres» et la qualité de leurs questions et interventions mesurent leurs attentes, implication et intérêt pour la mutuelle. Chaque décision a été prise après débat et par un vote à main levée et le Conseil d'administration a été élu en séance plénière et démocratiquement.

LES PARTENAIRES DU PROGRAMME

ASMADE et FGPN (Burkina Faso); ADISCO et CNACB (Burundi); ATELIER MAR, CITI-HABITAT et PFONG (Cap Vert); BUACO, CENADEP, CRAFOP, DIOBASS et PREFED (RD Congo); APROFES, FONGS, GREEN et OYOFAL PAJ (Sénégal).

PROGRAMME DROIT À UN TRAVAIL DÉCENT

VINGT-CINQ PARTENAIRES DANS HUIT PAYS

Quelque 300 organisations communautaires de base, avec l'appui de vingt-cinq partenaires, constituent des réseaux dans huit pays. Par ce fait, elles se structurent et se renforcent. Ces organisations sont ainsi en mesure d'améliorer l'accès à un travail décent et à une vie digne des communautés qu'elles représentent. Elles peuvent promouvoir des alternatives et influencer les politiques de l'emploi et du travail dans un sens favorable aux travailleurs, particulièrement dans l'économie informelle.

Un phénomène de précarisation du travail et des travailleurs est en œuvre partout dans le monde. Alors que l'accès au travail et au revenu qu'il apporte permettrait le plus souvent de mener une vie conforme à la dignité humaine, c'est de moins en moins le cas. C'est vrai ici au Nord, ça l'est encore bien plus dans les pays du Sud, et particulièrement dans le secteur de l'économie informelle qui constitue la majeure partie de l'économie de ces pays. Chômage massif, violation des droits syndicaux et des droits sociaux, la pression sur les travailleurs est toujours plus forte.

C'est pourquoi Solidarité Socialiste, le CEPAG et leurs partenaires soutiennent trois cents organisations communautaires qui combattent pour le droit à une vie digne et à un travail décent dans les quartiers populaires, en ville et à la campagne.

La stratégie est d'appuyer les luttes de ces organisations dans leurs pratiques de travail social de proximité qui vise à améliorer concrètement les conditions sociales et matérielles de vie dans les quartiers et les villages. Ces organisations identifient les priorités : logement, économie sociale et solidaire, défense des droits du travail, aménagement des espaces publics, revendication d'équipements collectifs, animation socioculturelle, éducation et formation, ... La stratégie consiste aussi à appuyer les revendications des organisations afin qu'elles aient leur mot à dire dans les

structures de gestion, et qu'elles soient renforcées dans leurs capacités à participer à l'élaboration et au contrôle des politiques publiques. Enfin, il s'agit de porter des revendications communes vers les organisations financières et commerciales internationales, afin que soient respectés des codes éthiques incluant les droits des travailleurs, dans la préservation de l'environnement, et dans le cadre d'un commerce mondial équitable.

Brésil : partenaires pour le travail décent



Au Brésil, c'est un réseau de trois partenaires qui s'est formé pour mener le programme "Travail décent, vie digne". Ces trois partenaires, ETAPAS, l'Institut Florestan Fernandes et le Mouvement des Travailleurs sans Terre unissent ainsi leurs efforts pour structurer et accompagner plus de quarante organisations communautaires de base (OCB) au Ceará et à Recife. La collaboration entre les partenaires brésiliens est une expérience toute nouvelle, fruit de la coopération avec Solidarité Socialiste. Parmi les activités appuyées par nos partenaires, on peut citer la participation de représentants d'OCB au Forum Social Mondial de Belém, ainsi qu'à des séminaires, l'un à Fortaleza sur la souveraineté alimentaire, un deuxième à Natal sur la gestion et l'économie sociale et solidaire, un troisième à Recife sur la situation politique (après les élections municipales) et la réforme urbaine.

LES PARTENAIRES DU PROGRAMME

ETAPAS, IFF et MST (Brésil); ATELIER MAR, CITI-HABITAT et PFONG (Cap Vert); ENS, IPC, ATI et FUNCOP (Colombie); BUACO, CENADEP, CRAFOP, DIOBASS et PREFED (RD Congo); AD, AIFA et NIMBA (Guinée-Bissau); RESAQ (Maroc); AMLK, LA CUCULMECA et FUNJOFUDESS (Nicaragua); BISAN CENTER, MA'AN et PAC (Palestine).

ESPERANZAH ! 2009

LES FESTIVALIERS Y ONT ENFONCÉ LE CLOU DU TRAVAIL DÉCENT

Pendant trois jours, Globelectro-Text, une entreprise textile et de fabrication électronique s'est installée à Floreffe et a profité d'un manque de vigilance des organisateurs du fameux festival de musique du monde pour implanter une zone de non-droit syndical dans le cadre de l'abbaye ! Des rabatteurs recrutèrent des festivaliers pour y travailler, leur faisant miroiter d'excellentes conditions de travail et un bon salaire.

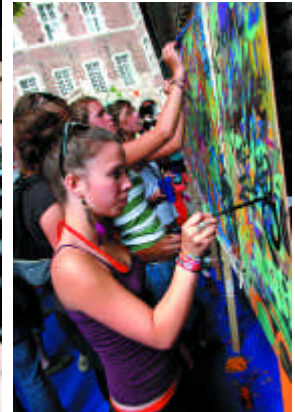
Une fois à l'intérieur de l'usine, ils étaient soumis au bon-vouloir de contremaîtres sadiques et de gardiens peu amènes. Des heures de travail interminables, des conditions de sécurité déplorables, des salaires de misère, quand ils recevaient une quelconque rémunération, des menaces, aucune sécurité sociale et aucun contrat, voilà ce qui les attendait dans la zone franche.

Heureusement, dans le dortoir branlant, crasseux et exigü, où ils pouvaient s'accorder quelques courtes heures de repos relatif, un syndicaliste infiltré anonymement (par crainte des représailles) leur expliquait les droits qui sont légalement les leurs en tant que travailleurs. Ils pouvaient, sous sa conduite, sortir de l'usine et s'abriter dans la zone affranchie, une zone où avait lieu une visite guidée d'une expo.

Celle-ci retraçait l'histoire des luttes ouvrières en Belgique, montrait des exemples de luttes syndicales dans le Sud aujourd'hui, et leur expliquait ce que représentent les normes fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail et l'importance de s'assurer qu'elles soient appliquées partout dans le monde.

Les festivaliers étaient ensuite dirigés vers une zone d'actions où ils pouvaient poser différents gestes pour défendre symboliquement le droit à un travail décent : enfoncer le clou des cinq revendications portées par la coalition "Travail décent", témoigner par le biais d'une vidéo de ce qu'ils avaient vécu et donner ainsi leur opinion, signer une pétition pour le travail décent ou encore décorer une fresque.

Et dimanche, le dernier jour du festival, un spectacle lançait l'Opération 11.11.11 2009 ! SolSoc et le CEPAG y participent ! Et vous ?



Photos : © www.graphistorm.com 2009 - SOFAM - Hugues THIBAUT

LES PRODUITS DE L'OPÉRATION 11.11.11

Le cacao

Ce cacao biologique composé de pur cacao et de sucre de canne, importé par le chocolatier belge BELVAS, est labellisé Max Havelaar, ce qui garantit que le cacao a été produit et commercialisé conformément aux standards internationaux du commerce équitable. Acheter ce produit, c'est contribuer directement à l'amélioration des conditions de vie et de travail des producteurs. **Prix : 5 € le paquet.**



Le livre de cuisine "Le tour du monde en tomate !"

Notre coup de cœur 11.11.11. Pièce de collection de la série "Cuisine du Monde" signée 11.11.11. En une vingtaine de recettes exclusives, tous les continents vous invitent à leur table. Pour toutes les occasions, des idées pour donner de la tomate à vos menus ! Avec cette cuisine tomate du monde, une liste de bonnes adresses belges pour les amateurs de produits locaux de qualité. Sans oublier les informations sur le commerce agricole international. Avec 11.11.11, embarquez pour un voyage culinaire savoureux ! **Prix : 10 € le livre de cuisine.**



Le calendrier du monde 2010

Comme chaque année, l'Opération 11.11.11 sera l'occasion de se procurer le magnifique calendrier du monde proposant les plus belles photos du Sud. Une sélection exclusive d'images grand format d'une qualité et beauté exceptionnelles. Le calendrier 11.11.11 est un message de solidarité, autant qu'une célébration de la splendeur des régions méridionales et de la richesse de la diversité culturelle. Offrez à votre entourage ce cadeau porteur d'espoir. Des images qui parlent, avec au verso des explications et informations didactiques. **Format : 27 x 70 cm. Prix : 15 €**



Jeu de cartes

Un tout nouveau cadeau dans notre collection : un jeu de cartes signé Titom, l'artiste belge à la griffe originale et humoristique.

Tantôt drôle, tantôt engagée ou les deux à la fois, vous serez conquis par cette partie de cartes alliant divertissement, art et solidarité. Grands ou petits, jouez pour un monde meilleur ! **Prix : 5 €**



RÉSULTATS 2008

Solidarité Socialiste et le Centre d'Education Populaire André Genot, mouvement d'éducation permanente de l'Interrégionale wallonne de la FGTB, ont travaillé main dans la main dans le cadre de l'Opération 11.11.11 en 2008.

Et les résultats ont été à la hauteur des efforts consentis : le CEPAG a récolté 45.496 € et Solidarité Socialiste 49.453 €. Ce sont donc 94.949 € qui ont été ainsi mobilisés pour soutenir les deux programmes que nous présentions à la campagne : le programme "Droit à la santé" et le programme "Droit à un travail décent". Un grand merci à celles et ceux qui, en achetant des produits de l'Opération, en nous faisant un don ou par leur participation active ont permis cette réussite !

	RÉCOLTE	CGRI-DRI	TOTAL
CEPAG	20.289,70	25.206,81	45.496,51
SOLSOC	22.054,02	27.398,70	49.452,73
TOTAL	42.343,72	52.605,51	94.949,23